

Avenir de la SNCF : l'analyse comptable prend le pas sur l'intérêt général

Depuis des années, de colloques en mobilisations citoyennes, les élus locaux, les usagers, les cheminots, les constructeurs rappellent l'État à son rôle de stratège, d'aménageur, d'acteur du développement durable, au service de la réduction des pollutions, des émissions de gaz à effet de serre, et de la lutte contre les inégalités.

Mais lorsque l'État se charge de dresser un tableau de la situation et de tracer des perspectives pour l'avenir du chemin de fer en France, c'est en termes comptables qu'il le fait ! Et la potion proposée par le rapport de Jean-Cyril Spinetta est amère, même si pas nouvelle : moins de trains, moins de rails à entretenir, moins de cheminots à payer. Pour le reste, prenez le bus, la voiture ou restez chez vous !

Le plus choquant dans ce rapport explosif est l'absence de confiance faite aux acteurs du territoire. Plutôt que de prôner une vision différenciée de l'entretien des voies, plus adaptée au trafic, une organisation régionalisée des gares et de la production ferroviaire, pourtant promise depuis 20 ans, on préfère poursuivre l'opération de casse du magnifique outil hérité de nos grands parents, parfois récemment rénové à grands frais.

Même si quelques-unes des options proposées mériteraient d'être étudiées, Europe Écologie – Les Verts appelle le gouvernement à prendre ses distances vis-à-vis de ce rapport, à adopter une vision écologique et de service public pour les transports de demain, et à donner aux territoires les moyens de décider de l'avenir de leur patrimoine ferroviaire.

Julien Bayou et Sandra Regol, porte-parole nationaux